

PRÉFECTURE
Direction des Collectivités Locales
et des Procédures Publiques
Bureau des Enquêtes Publiques et Installations Classées
SK/186

A R R E T E

du 7 mai 2015 portant mise en demeure à la société Fonderie SCHLUMBERGER de respecter les prescriptions applicables à son site de GUEBWILLER

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU** le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment ses articles L.171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2008-329-10 du 24 novembre 2008 portant autorisation à la société Fonderie SCHLUMBERGER à Guebwiller de poursuivre et d'étendre ses activités (régularisation),
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014175-0006 du 24 juin 2014 portant prescriptions complémentaires à la société Fonderie SCHLUMBERGER concernant la gestion des produits et déchets pour son site de Guebwiller,
- VU** l'inspection de l'établissement du 18 mars 2015,
- VU** le rapport du 16 avril 2015 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées,

CONSIDERANT que l'article 4-3-1-2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose que les eaux de refroidissement et déconcentration des fours de fusion soient rejetées au réseau d'assainissement communal dans un délai de 9 mois, soit donc au plus tard le 24 août 2009, alors qu'au jour de l'inspection du 18 mars 2015 l'exploitant a verbalement signalé que ces eaux (*volume journalier estimatif de 850 l*) étaient rejetés au canal usinier qui passe sous le bâtiment et aboutit à la rivière Lauch,

CONSIDERANT que l'article 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose que les opérations de manipulation de produits dangereux soient réalisées sur aire imperméabilisée et associée à une rétention réglementaire alors que la zone imperméabilisée de stationnement du véhicule de transport et transfert d'acide sulfurique propre et reprise d'acide

sulfurique souillé n'est associée à aucune rétention et que le réseau d'évacuation des eaux pluviales de ruissellement de ce secteur est raccordé à la rivière Lauch,

CONSIDERANT que l'article 9-2-1-1-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose un suivi annuel de la qualité des émissions gazeuses à divers émissaires et qu'aucun contrôle n'a été réalisé en 2014,

CONSIDERANT que l'article 9-2-1-1-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose qu'un rapport de synthèse annuel des émissions gazeuses (*flux horaires d'Arsenic, Cadmium, Cuivre, Dioxines/Furanes, HAP avec estimation annuelle des émissions*) soit réalisé et transmis et qu'aucun rapport de synthèse des émissions n'a été réalisé en 2014,

CONSIDERANT que l'article 9-2-3-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose le contrôle annuel de la qualité des rejets d'eau de refroidissement et de déconcentration des fours de fusion et qu'aucun contrôle n'a été réalisé en 2014,

CONSIDERANT que l'article 9-2-7-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé impose le contrôle annuel de la situation sonore et qu'aucun contrôle n'a été réalisé depuis 2008,

CONSIDERANT en conséquence que la société Fonderie SCHLUMBERGER ne respecte pas les prescriptions d'exploiter de son arrêté d'autorisation du 24 novembre 2008 susvisé et que sont donc ainsi réunies les conditions qui permettent la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La société Fonderie SCHLUMBERGER, désignée "exploitant" dans le présent arrêté, dont le siège social est 3 rue du 17 novembre à GUEBWILLER (68500), est mise en demeure de respecter les prescriptions techniques des articles 4-3-1-2, 7-5-7, 9-2-1-1-1, 9-2-3-1 et 9-2-7-1 de l'arrêté préfectoral n°2008-329-10 du 24 novembre 2008, reprises aux articles suivants, dans les délais impartis aux articles suivants, qui s'appliquent à son établissement situé à l'adresse du siège social à GUEBWILLER.

Article 2 :

Dans un délai de 1 an et conformément aux dispositions de l'article 4-3-1-2 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du rejet des eaux de refroidissement et de déconcentration des fours de fusion :

« (...), elles sont rejetées au réseau d'assainissement communal ».

Article 3 :

Dans un délai de 6 mois et conformément aux dispositions de l'article 7-5-7 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant de la zone de positionnement/stationnement du véhicule de livraison/dépotage d'acide sulfurique et reprise de l'acide sulfurique souillé :

« Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées

pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

(...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

(...).».

Article 4 :

Au plus tard le 30 juin 2015 et conformément aux dispositions de l'article 9-2-1-1-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du contrôle de la qualité de toutes les émissions gazeuses et de la remise d'un rapport de synthèse pour le 1^{er} semestre 2015 pour les flux horaires d'Arsenic, Cadmium, Cuivre, Dioxines/Furanes, HAP avec estimation annuelle des émissions :

« (...) Sont mesurés :

Flux total des différents émissaires:

- *pour l'arsenic (4 fours + tour arasin + sablerie + chantier+ 2 grenailleuses + ébarbage),*
- *pour le cadmium (4 fours + tour arasin + sablerie + chantier+ 2 grenailleuses + ébarbage),*
- *pour le cuivre (4 fours + tour arasin + sablerie + chantier+ 2 grenailleuses + ébarbage),*
- *pour dioxine/furane (4 fours),*
- *pour les HAP (4 fours).*

Est indiqué : Le nombre de jours et heures travaillés dans l'année.

De plus, les mesures portent sur les conduits suivants :

(...)

8 Conduits :

- *identification ; Fours de fusion (4 émissaires), Rejet sablerie (préparation du sable, décochage et refroidissement), Rejet grenailleuses RUMP et COGEIM (2 émissaires) + Ebarbage*

<i>Paramètre</i>
<i>Poussières</i>
<i>Zn + Co+ Ni + Cr + Cu +Mn (gazeux et particulaires)</i>
<i>Pb (gazeux et particulaires)</i>
<i>Cd (gazeux et particulaires)</i>
<i>As (gazeux et particulaires)</i>

19 Conduits :

- *identification ; Ventilation des chantiers : 19 Extracteurs en toiture,*

<i>Paramètre</i>
<i>Poussières</i>
<i>COV</i>
<i>Zn + Co+ Ni + Cr + Cu +Mn (gazeux et particulaires)</i>
<i>Pb (gazeux et particulaires)</i>
<i>Cd (gazeux et particulaires)</i>
<i>As (gazeux et particulaires)</i>

4 Conduits :

- *identification ; Fours de fusion (4 émissaires)*

<i>Paramètre</i>
<i>Dioxine/furane</i>
<i>HAP</i>

3 Conduits :

- *identification : Tour ARASIN, Rejet sablerie (préparation du sable, décochage et refroidissement)*

<i>Paramètre</i>
<i>COV</i>

1 Conduit :

- *identification : Tour ARASIN, chantier, sablerie*

<i>Paramètre</i>
<i>Phénol</i>
<i>Diméthyléthylamine (DMEA)</i>

- *identification : Tour ARASIN*

<i>Paramètre</i>
<i>Formaldéhyde</i>

(...). ».

Article 5 :

Au plus tard le 30 septembre 2015 et conformément aux dispositions de l'article 9-2-3-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du contrôle de la qualité des rejets d'eau de refroidissement et de déconcentration des fours de fusion :

« *Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :*

<i>Eaux de refroidissement</i>
<i>Température</i>
<i>pH</i>
<i>MEST</i>
<i>DBO5 et DCO</i>
<i>AOX</i>
<i>Métaux totaux</i>

(...) ».

Article 6 :

Au plus tard le 31 octobre 2015 et conformément aux dispositions de l'article 9-2-7-1 de l'arrêté préfectoral du 24 novembre 2008 susvisé, s'agissant du contrôle de la situation sonore :

« *Un contrôle acoustique sera effectué (...) tous les ans, par un organisme ou une personne qualifié(e) dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées.*

*Ce contrôle sera effectué par référence au plan (...), indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.
(...).».*

Article 7 :

Faute pour la société Fonderie SCHLUMBERGER de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 8 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Sous-Préfet de THANN-GUEBWILLER et le Directeur Régional de l'Environnement, l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Fait à COLMAR, le 7 mai 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet,
Secrétaire Général suppléant,

Signé

Gabor ARANY

Délais et voie de recours :

(article R. 514-3-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.